

CONSTRUCTION D'INDICATEURS POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE

I. Introduction

Le choix d'une méthodologie nous permettant d'adapter notre vision de la société à celle des groupes sociaux impliqués dans l'Économie Solidaire (ÉS) sur les plans territoriaux, régionaux et nationaux ne peut se résumer à l'élaboration d'indicateurs. Cela reviendrait à tenir un registre sans usagers spécifiques ; or comment orienter de manière appropriée l'action et les décisions, objectifs principaux et centraux des indicateurs de durabilité, si l'on ne tient pas compte de la vision d'un groupe particulier d'acteurs. Une « vision explicite et construite sur une base sociale » fait grandement défaut à ce projet. Toutefois, comme le présente Marcos Arruda, la mise au point d'indicateurs destinés à faire émerger le rôle des activités de l'ÉS et la place qu'elle tient dans le développement durable permettrait de soutenir cette vision et de promouvoir le dialogue avec les différentes entités gouvernementales (et les organismes internationaux). Il est donc possible de mettre au point des outils d'évaluation portant sur le développement, les actions et les spécificités de l'ÉS. Dès lors, attribuer une valeur participative à ces indicateurs, de façon à consolider les dynamiques internes et la capacité de négociations avec des acteurs externes, constituera un défi majeur.

II. Combiner durabilité et Économie Solidaire

Construire des sociétés durables représente un enjeu de taille, en particulier si le modèle de développement doit reposer sur la justice sociale et sur l'équilibre écologique nécessaire entre les activités humaines et la capacité de charge des écosystèmes qui les abritent. Rendre apparentes les avancées obtenues grâce au développement de l'ÉS est l'autre défi à relever. Les approches multiples proposées, à travers le monde, en matière de développement local et régional et fondées sur un code éthique destiné à renforcer les relations au sein des communautés, à protéger les identités collectives et à améliorer la maîtrise du territoire, font partie intégrante de l'ÉS. La construction – et le renforcement – de structures sociales et productives visant à garantir l'égalité des chances à chacun des membres de la société, sans exception aucune, et basée sur le principe de durabilité environnementale, a permis de faire naître multiples noyaux de développement économique. Ces derniers améliorent la qualité de vie et contournent, de façon collective, les écueils d'une économie néolibérale qui tend à dominer chaque sphère de la vie publique. Ces mesures, désormais reconnues comme des alternatives sociales valables, éveillent l'attention des gouvernements. Certaines réactions se sont révélées très positives, notamment au Brésil où l'on a récemment mis en place un ministère et un vice-ministère de l'Économie Solidaire et où l'économie populaire et solidaire est désormais dotée d'un cadre juridique. Palo A. Guerra a passé au crible l'Économie Solidaire dans un travail de synthèse intitulé *Socioeconomía de la Solidaridad* (2002).¹

Le développement de l'ÉS dans divers pays et régions se traduit par un nombre incalculable d'entreprises solidaires qui parviennent à compenser les failles du secteur des biens et services en articulant leur action sur la coopération, la solidarité et le développement local. Certains de ces projets dépassent la sphère locale pour s'inscrire dans des réseaux à échelle locale et régionale, lesquels appartiennent eux-mêmes à des structures nationales et internationales. Pourtant nombre de ces projets furent d'abord considérés par les gouvernements et organismes internationaux comme des initiatives « informelles » ou des « micro-projets » de moindre importance en raison du moindre investissement qu'ils représentent et de leur incapacité à créer

¹ Dans son ouvrage intitulé *Socioeconomía de la Solidaridad* P. Guerra propose une vaste synthèse des différentes écoles, des initiatives, de la recherche et des réponses institutionnelles en Amérique Latine, en Europe et aux Etats-Unis. (Norden Community)

de l'emploi au travers de projets à grande échelle impliquant des bouleversements dans l'exploitation et la maîtrise des ressources naturelles du territoire. Cependant, la systématisation des entreprises d'économie populaire solidaire par le biais de Projets Alternatifs Communautaires (PACs) au Brésil reflète le rôle indiscutable de l'ÉS dans la construction du bien-être collectif et familial.²

Plus généralement, il est clair qu'en l'absence d'instruments de recensement et d'évaluation appropriés, la contribution de l'ÉS au développement économique et socio-environnemental est sous-estimée par les gouvernements et les établissements de développement et de financement. Ces derniers lui attribuent un simple rôle de « modération sociale » ou l'associent à des « stratégies de survie » ou de « lutte contre la pauvreté ». Il est vrai que les acteurs de la plupart de ces projets collectifs ne cherchent pas à modifier radicalement les systèmes de production, les identités locales ou les modèles de consommation car leur objectif premier n'est autre que la convivialité par l'autogestion et la solidarité. Par conséquent, ils n'adhèrent pas aux « grandes opportunités de développement » que leur tend la mondialisation en échange du contrôle de leurs ressources et leur territoire. De par sa nature d'« économie aux pieds nus » et d'« économie à échelle humaine », telle que la décrit Manfred Max-Neef, cette économie qui protège et administre de manière durable les ressources locales et qui renforce les identités de production locales ne trouve aucun écho dans la presse, pas plus qu'elle n'est en mesure d'exercer une pression politique pour tourner les règles du jeu à son avantage. D'où le manque d'intérêt et la négligence vis-à-vis du rôle que tient l'ÉS dans le développement, la durabilité et la démocratisation du système économique en vigueur.

« L'Économie Solidaire est une pratique des travailleurs du monde entier destinée à construire une économie fondée sur la valorisation de la main d'œuvre et sur l'utilisation des biens et de cette même main d'œuvre dans le but de réduire la journée de travail moyenne. Elle permet également d'accroître le contrôle des ressources pour les producteurs-travailleurs qui, en s'associant et en s'autogérant, œuvrent pour un développement national autre que le capitalisme » (Singer, 2000).

« L'économie de la solidarité est une manière différente et particulière de faire l'économie : ses caractéristiques propres sont considérées comme constituant une alternative aux modes de production capitalistes et étatiques prédominants sur les marchés. » Dans le domaine de la production, le « facteur C » se traduit par la coopération dans le travail, le partage des savoirs et des informations en vue d'encourager la créativité sociale. La prise de décision collective réduit les conflits et les coûts. En d'autres termes, l'ÉS favorise le développement des individus participant à des actions de production et d'autogestion communautaire (Guerra, 2002).

III. Nature expansive de l'Économie Solidaire

Les initiatives de l'Économie Solidaire à portée internationale se sont sensiblement multipliées au cours de ces dernières années. Elles émergent, porteuses de nouvelles valeurs étroitement associées à la coopération et à la réciprocité entre les populations, passant outre l'éthique dominante des marchés et de la mondialisation guidée par l'accumulation de pouvoir économique et politique. L'arrivée du système de « banque éthique » sur différents continents atteste précisément du renforcement de ces initiatives s'inspirant d'expériences antérieures de microcrédits destinées à financer les entreprises solidaires. Finance solidaire et vision éthique sont des éléments indispensables à la mise en œuvre et au renforcement des projets et activités solidaires. Comme l'on mis en évidence de nombreux travaux et auteurs (cf. Alsina, 2002 ; Yunus, 2001 ; Guerra, 2002), l'existence ainsi que l'expansion des entreprises solidaires se

2 Cf 20 Años de Economía Popular Solidaria : trayectoria de los PACs a la EPS. Brasília: Caritas ; 2004.

heurtent souvent aux problèmes des moyens financiers et technologiques. Toutefois, la consolidation des marchés solidaires, en tant que manifestation de l'économie solidaire, présente sous différentes formes de commerce équitable, est en pleine expansion et stimule le secteur des biens et services (volume de transactions et ventes), preuve supplémentaire du processus de construction de cette « économie alternative ». L'économie solidaire, dans sa dimension analytique et propositionnelle pour le commerce équitable et la banque éthique, ne manque pas moins d'accords et doit encore faire l'objet d'un vaste débat.

La création de marchés solidaires, qui favorisent les prix justes, la finance solidaire et la banque éthique, conjuguée aux activités associatives de milliers de coopératives dans diverses régions du monde, témoignent du renforcement et des progrès dans ce projet de construction d'un « Autre Monde Possible ». Les réseaux chargés d'articuler la production, l'innovation et la création sont de véritables centres nerveux où fusent de part et d'autre les échanges d'information et d'expériences dans le but d'encourager l'initiative associative et le contrôle du territoire et des systèmes de production-consommation. Ce sont précisément grâce à ces réseaux que l'on identifie les expériences isolées et négligées, que l'on parvient à créer et à revaloriser le savoir populaire et ancestral si souvent étouffé par la filière technologique et modernisante. En outre, ces réseaux peuvent intervenir à différents niveaux sur le plan régional et international et sont capables, à force d'efforts, d'accroître leur incidence politique.

Grâce à la résonance dans la sphère publique de ces initiatives pour une gestion plus durable des territoires et pour un meilleur contrôle social sur les ressources et les procédés de production, l'ÉS est, depuis quatre ans, au cœur de la réflexion du Pôle de Socio-Économie Solidaire. Néanmoins ces progrès, systématisés par le biais de chantiers, de débats internationaux et de forums électroniques qui s'étoffent au fur et à mesure des Forums Sociaux et des autres espaces de débat, doivent encore être soumis à des indicateurs de « nouvelle richesse » et se greffer à de nouvelles entités capables d'éviter le phénomène de mondialisation néolibérale.

IV. Élaboration d'indicateurs de durabilité pour l'Économie Solidaire et les Sociétés Durables

Les indicateurs de durabilité doivent tenir compte des niveaux macro, méso et micro ainsi que des différentes temporalités. Ils doivent également aider à indiquer le chemin vers plus d'équité, de participation et de démocratie ; vers plus de contrôle local, d'autogestion des ressources et de durabilité écologique. Il est particulièrement important, au sein de ce processus visant à offrir des alternatives au modèle mondialisant néolibéral, de pouvoir synthétiser et reproduire ces alternatives sous forme d'indicateurs destinés à orienter l'action. D'autre part, un cadre temporel rapportant l'évolution des tendances actuelles est indispensable pour pouvoir vérifier à l'avenir si les tendances positives s'imposent ou s'affaiblissent d'un point de vue macro, c'est-à-dire au niveau national, ou d'un point de vue micro, c'est-à-dire au niveau local. A cet égard, l'on distingue un ensemble de milieux et de catégories autour desquels doivent s'articuler les indicateurs qui serviront ensuite à synthétiser et à guider l'action en faveur de sociétés plus durables et de l'instauration d'un dialogue aussi bien entre les acteurs de la construction altermondialiste qu'entre ces derniers et les gouvernements.

1. **Durabilité écologique et capacité de charge des écosystèmes**, un point critique à régler immédiatement. Un des aspects centraux de la durabilité a trait à la « capacité de charge » des écosystèmes qui abritent les activités de production et de consommation des communautés ; celles-ci dépendant avant tout de la production primaire des écosystèmes.³ Et même si l'être humain est capable de dépasser la « capacité de

3 Les écosystèmes et les organismes, l'homme y compris, ont besoin d'une certaine quantité d'énergie, de nutriments, d'eau et de toute une gamme d'autres éléments. La consommation, déterminée par la

charge » d'un écosystème en important de l'énergie et des matériaux d'autres régions, l'accumulation de résidus peut représenter un risque pour la santé publique et les importations peuvent créer une nouvelle dépendance sur les marchés. A mesure que l'écosystème s'appauvrit en raison de la demande excessive de ressources, c'est-à-dire une demande supérieure à sa capacité régénérative, ces régions réduisent leur production, le flux tend à fléchir, et l'on aboutit à des déficits économiques et sociaux. Or étant donné que la durabilité écologique sous-tend la durabilité sociale, économique et culturelle des personnes sur un territoire donné, son érosion est nécessairement génératrice de pauvreté.

Aussi comprend-on la nécessité d'évaluer dans le temps l'ampleur de la hausse ou de la baisse de la demande de ressources. Les marchés influent également sur les activités d'extraction qui altèrent cette « capacité de charge » et le renouvellement naturel des ressources. La demande de ressources est tributaire des modèles de production et de consommation de la population vivant dans un écosystème donné ou intervenant dans ces activités d'extraction. Les anciennes pratiques ainsi que les moyens actuels permettent d'établir des tendances desquelles se dégagent les opportunités ou défis déterminants pour que la population, présente et future, puisse continuer de se nourrir sur le territoire sans changer son mode de vie. Il est possible de mesurer la superficie de sols ou de zones bioproductifs exploités pour répondre à diverses formes de consommation à l'aide de l'« Empreinte Écologique ». Sa mesure permet de mettre en évidence le déficit écologique croissant des sociétés les plus riches, d'une part, et le déficit global et sa cascade de répercussions à échelle régionale et locale, d'autre part.

D'après la mesure de l'Empreinte Écologique, depuis ces dernières années, l'humanité utilise l'intégralité de la capacité de charge de la planète et est même parvenue à dépasser sa capacité de production à l'origine d'un déficit croissant se traduisant par une perte de sa biodiversité, par l'érosion et l'appauvrissement des sols, par la pauvreté et par de graves déséquilibres écologiques. Le fait est que les pays industrialisés affichant des taux supérieurs de consommation de ressources, parmi lesquels figurent l'Allemagne, les États-Unis, les Pays Bas, le Royaume-Uni et le Japon, dépassent la capacité de charge de leur territoire et maintiennent leur mode de vie au même niveau en augmentant l'importation de ressources et d'énergie.

Le déficit écologique des pays industrialisés

Pays	Biocapacité en hectares par habitant	Empreinte Écologique en hectares par habitant	Déficit en hectares par habitant
Allemagne	4,8	1,9	- 2,9
États-Unis	9,5	4,9	- 4,6
Pays Bas	4,7	0,8	- 3,9
Royaume-Uni	5,4	1,5	- 3,9
Japon	4,3	0,8	- 3,5

En parallèle, les pays dits « sous développés », les pays moins développés et les économies en transition disposent très souvent de ressources en quantité suffisante pour répondre aux besoins de leur population ; en témoigne l'Empreinte Écologique du Brésil (2,2 ha/hab.) et de la Bolivie (1,2 ha/hab.) dont les capacités de charge peuvent largement satisfaire aux besoins de leur population respective. A titre indicatif, la capacité bioproductive du Brésil est de 10,2 ha/hab. et celle de la Bolivie est de 15,6

génétique pour la plupart des espèces, est associée chez l'homme à son mode de vie. A long terme, la capacité photosynthétique de la région limitera elle-même la consommation et la capacité de charge d'une région donnée. Celle-ci est définie comme le nombre d'organismes d'une espèce donnée capable de survivre en se nourrissant de la production écologique de cette même région.

ha/hab., des chiffres bien supérieurs à ceux de leur demande actuelle et à celle des années à venir. Ces pays ont une large superficie de sols bioproductifs et disposent de suffisamment de ressources pour nourrir leur population pendant encore 30 à 50 ans.

Faire de cet indicateur biophysique un instrument de mesure de la durabilité et l'utiliser dans les processus de planification et de négociation est d'un intérêt crucial. En effet, cela permettra non seulement de le rendre valable auprès des institutions mais également de faire émerger, à l'aide de preuves scientifiques fiables, les inégalités croissantes existantes qu'occultent d'autres indicateurs plus populaires et plus répandus (ex : le PIB) dans les gouvernements et les organismes internationaux. Le déficit écologique est un des meilleurs arguments en faveur d'une plus grande liberté pour les investisseurs du secteur privé, responsables des taux d'extraction de ressources élevés et de leur mondialisation par le biais des échanges entre les marchés.

Pour toute communauté ou territoire, développer une stratégie efficace d'économie solidaire risque d'être extrêmement difficile si la base des ressources de production et les écosystèmes qui les alimentent sont sérieusement érodés ou si leur capacité de charge est dépassée. Un déficit écologique considérable ne peut être résorbé que par une action solidaire initiée depuis un autre territoire ou espace et consistant à investir dans le renouvellement de ses ressources. Les catastrophes écologiques et sociales sont courantes dans les régions semi-arides ou dans les régions grandement érodées où l'épuisement des ressources plonge les populations dans des conditions de subsistance et de précarité extrêmes. Les déficits écologiques altèrent également la quantité d'eau disponible sur de vastes territoires. Actuellement 1,3 milliard d'habitants n'ont pas accès à l'eau douce. La privatisation des services d'eau potable et le contrôle du secteur privé sur cette ressource vitale peuvent encore faire grimper ces chiffres alarmants.

2. **L'Indice de Développement Humain**, un instrument de dialogue. Le développement des capacités humaines dépend de tout un éventail de facteurs desquels résulteront des failles, des vulnérabilités et des potentiels. Même si la « vision » qui correspond à une perspective de développement particulière sera toujours plus proche de la réalité dans la mesure où elle est ancrée dans les communautés locales, le développement humain sera difficilement envisageable en l'absence des conditions presque universelles que sont l'éducation, l'accès aux services de santé et le revenu. Les Nations Unies ont dès le début eu recours à l'Indice de Développement Humain (IDH).⁴ Sa mesure rend manifeste les progrès obtenus en matière d'accès à la santé, d'éducation et de revenu au sein d'un même pays et entre les pays. Et si cet indicateur « traditionnel » ne remet pas en question les principes de base des modèles de développement traditionnels, ou ceux des politiques néolibérales, il permet en revanche de s'intéresser aux politiques de compensation sociale dans les groupes les plus défavorisés où l'IDH est moindre. De même, il met en exergue l'énorme fossé qui existe entre pays pauvres et pays riches.

L'IDH intègre des paramètres de nature et de niveau différents ; par exemple, il tient compte du revenu par habitant et de la répartition des revenus, du niveau d'éducation et de l'espérance de vie dans une zone déterminée pour ensuite évaluer l'accès à une alimentation, un espace de vie, un logement et une protection sociale adaptés. L'IDH a largement été utilisé par les Nations Unies pour encourager les politiques publiques compensatoires. Son utilisation dans le cadre de l'économie solidaire peut favoriser le dialogue avec les responsables des politiques publiques et marquer le fossé entre les populations les plus aisées et les populations les plus pauvres, acteurs principaux de l'économie solidaire.

4 Pour une explication détaillée de la méthodologie de calcul de l'Indice de Développement Humain, consulter le site <http://dhr.undp.org/reports/global/2005/>

3. **Tendances et évolution de l'Économie Solidaire.** L'ÉS doit également mettre au point ses propres indicateurs afin d'évaluer, en termes sociaux et culturels, la progression de ses initiatives et de ses tendances au-delà de la sphère locale, où les acteurs sont plus actifs et constants. Dès lors, il est nécessaire de mettre au point des instruments indiquant les différents niveaux d'intégration des propositions et des savoirs et spécifiant la marge d'influence et de négociation dont elle bénéficie auprès des instances gouvernementales.

- a. *Les réseaux de l'Économie Solidaire* sont le reflet d'un processus d'intégration et de mise à profit des savoirs et expériences de l'ÉS à échelle régionale, nationale et internationale. Aujourd'hui certains réseaux de l'économie sont présents à tous les niveaux et négocient avec chacune de ces entités. Le Réseau Brésilien de Socio-Économie Solidaire est par exemple présent dans 20 états du Brésil et encourage des initiatives qui mettent en valeur les progrès et la démarche de changement de l'ÉS au plan local et national. Son degré d'intégration transparaît au travers d'un nombre croissant de projets s'étendant au-delà de ses frontières ; en témoigne l'organisation de la Foire de l'Économie Solidaire du MERCOSUR à Santa María, dans l'État du Río Grande do Sul. Il est possible de mesurer et d'évaluer le degré de progression de ces réseaux vers leur objectif d'intégration et d'articulation au sein de la société civile, bien que cela ne reflète pas nécessairement leur degré d'influence sur les décisions politiques. Développer des indicateurs de l'intégration et du développement de ces réseaux est de l'ordre du concret si l'on utilise les instruments et méthodologies d'évaluation qualitative et quantitative. Les critères d'évaluation devront graviter autour de la vision, des fonctions et des objectifs que proposent ces réseaux.

L'état actuel des connaissances en matière de gestion organisationnelle peut sembler privilégier l'approche inter-organisationnelle ; des travaux théoriques, voire idéologiques, sont soigneusement élaborés mais s'accompagnent trop peu souvent de mesures pratiques convaincantes telles que les Forums de l'Agenda 21 local et de la Responsabilité Sociale des Entreprises. Cette approche se caractérise également par des travaux empiriques aux résultats prometteurs tels que ceux du Tourisme Communautaire, de la Planification Stratégique Participative (PEP)/Gestion organisationnelle stratégique pour le développement durable (SiGOS), du Budget Participatif (OP), de l'Économie de Communion (EdC), de l'Économie aux pieds nus et solidaire (ES) et du Commerce Équitable ; lesquels pourtant ne proposent pas toujours clairement un modèle de gestion organisationnelle fondé sur ces nombreux défis. On est dès lors en droit de se demander si ces expériences, y compris celles analysées comme les plus fructueuses, auront suffisamment de souffle pour tenir (longévité) étant donnée la faiblesse des méthodologies de gestion organisationnelle dépourvues d'approche inter-organisationnelle. Comme on le sait, dans la majorité des cas, les projets d'association légitime et les initiatives partagées survivent grâce aux subventions que leur octroient les structures de financement gouvernementales ou les Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales à moins qu'ils ne soient couverts ou assistés par des centres de recherche universitaires. Il n'est aucunement question ici de remettre en question le bien-fondé des politiques compensatoires dans les sociétés non démocratiques d'un point de vue économique (ayant une mauvaise répartition des revenus) indépendamment de leur situation démocratique politique, comme c'est le cas de la plupart des pays d'Amérique Latine. Il s'agit de penser ces politiques en fonction d'un projet de durabilité

administrative et économique de façon à ce qu'elles puissent survivre, du moins dans un premier temps, à la dynamique capitaliste et à l'économie de marché pour ensuite être en mesure de créer leur propre dynamique (Sampaio, 2005).

b. Favoriser le savoir et instaurer des programmes de construction de capacités.

Les travaux de recherche, les programmes de formation et de promotion des compétences ne cessent de se multiplier sur le plan local, régional et national dans le secteur de l'Économie Solidaire. Cette expertise pourrait servir d'appui aux processus d'intégration du savoir et accélérer le développement des compétences analytiques et propositionnelles de l'ÉS. Parmi ces groupes d'experts se distinguent, de par leur ancienneté dans le domaine, le réseau Unitrabalho, un groupe d'universités dont les travaux se focalisent sur l'économie solidaire ; l'Institut de Politiques Alternatives pour le Cône Sud (PACS) et l'ANTEAG (Association nationale de travailleurs d'entreprises autogérées) dont les travaux de réflexion et d'analyse sont consacrés, entre autres, à la construction de l'ÉS. Ce domaine requiert également des indicateurs destinés à mesurer les avancées en matière d'expertise, de savoir utile et de communautés d'apprentissage.

Dans le cadre du processus de prise de décision, il est également nécessaire de s'intéresser à la construction du savoir pour les personnes concernées, c'est-à-dire les habitants du territoire affecté ou les personnes touchées par les conséquences de ces actions planifiées. Par exemple, la mise en place d'une organisation de production locale au sein d'une communauté ne doit pas seulement être abordée du point de vue technique des spécialistes. Le savoir traditionnel et le savoir tacite ne transparaissent pas au travers de l'action rationnelle du point de vue de l'individu ou de l'organisation s'ils sont régis par l'utilitarisme économique et l'économie de marché. De fait, au travers de ce prisme, ils acquièrent un caractère presque irrationnel. Le savoir tacite, également appelé savoir extra-rationnel, peut difficilement être validé comme rationnel sans pour autant être assimilé à une forme d'irrationalisme. Il s'agit d'un savoir partagé dans le milieu local et ancré dans les symbolismes du savoir local.

Le savoir tacite se trouve dans les niveaux de conscience élargie les plus enfouis qui, de fait, sont uniquement propres à l'homme. Le savoir tacite est de l'ordre du concret lorsqu'il est disséminé parmi des groupes de personnes vivant sur un même territoire et qui, chacune de leur côté, reconnaissent des modèles de pensées, d'actions, de conduites ou de comportements collectifs. Il s'exprime par les points de vue, les actions des personnes et leur sensibilité à l'égard du territoire. Il s'agit d'un savoir aux accents culturels, sociaux et territoriaux. En outre, ce savoir rationalisé sous forme de moyen de production (savoir) collectif devient savoir traditionnel ou savoir-faire local et prend dès lors un caractère culturo-productif territorial. Par exemple, les apprentis travaillent avec leur maître et intègrent leur art par l'observation, l'imitation et la pratique, ceci constitue le savoir local. On peut difficilement contester l'idée selon laquelle le bon artisan, ou le bon gérant, est celui qui a de l'expérience (Sampaio, 2005). L'un des défis majeurs dans l'élaboration d'indicateurs est de faire valoir le rôle que tient l'ÉS dans la consolidation du savoir tacite tel qu'il transparaît au travers des organisations de production à base communautaire.

- c. **La durabilité socio-administrative de l'Économie Solidaire** se présente sous forme d'*actions politiques* destinées à améliorer la capacité de négociation des communautés impliquées à des degrés divers dans l'Économie Solidaire (vecteur inter-organisationnel). L'*action éthique* traduit les progrès ou les reculs dans la construction d'une philosophie de vie au cœur de laquelle la solidarité et les biens communs sont des valeurs essentielles des communautés et/ou de la société dans son ensemble. L'*action technique* est, quant à elle, associée à l'efficacité sociale des actions administratives telles que les plans et programmes porteurs de bien-être dans les communautés et ayant un impact positif en termes extra-organisationnels (le bien-être communautaire va au-delà de l'organisation même). Enfin, l'*action extra-rationnelle* permet de conjuguer le savoir scientifique et les savoirs traditionnels, culturels et quotidiens des communautés ; il s'agit de créer une complicité tacite en vue d'une action commune. Si la dimension de la durabilité socio-administrative n'a pas fait l'objet d'une plus grande élaboration ou évaluation ; son analyse permet toutefois de sortir du cadre, typiquement libéral, des objectifs d'efficacité, d'efficience et d'effectivité.

Afin d'appliquer ces principes socio-économiques, l'on propose d'assumer la gestion des entreprises, des organisations publiques, des Organisations Non Gouvernementales ainsi que la gestion entre les organisations – soit le tissu institutionnel que forme ces trois types d'organisations – sur la base de critères extra-organisationnels dans le but d'intégrer les exigences sociales caractéristiques du territoire sur lesquelles la structure inter-organisationnelle repose. Il s'agit donc de privilégier l'axe territoire-organisation. L'organisation doit tenir compte de l'ampleur des conséquences sociales et privilégier la dimension socio-économique et environnementale (durable) afin de corriger les malentendus issus d'un modèle de gestion uniquement fondé sur des critères intra-organisationnels et sur une rationalité économique dont le produit n'a d'autre finalité que l'organisation elle-même.

Il est raisonnable d'envisager des processus de production et leurs résultats sous-jacents en s'appuyant sur certaines exigences éthiques de comportement – y compris en matière de capitalisme – que l'on formulera pour des fragments émergents de nouveaux systèmes de gestion socio-environnementale et où les personnes ne seront pas seulement guidées par des valeurs fondées sur le développement personnel et l'égoïsme ni mues par leur propre intérêt.

Pour qu'il y ait efficacité organisationnelle ou inter-organisationnelle, les processus de prises de décision doivent avoir envisagés l'impact de ces actions sur la communauté (y compris sur l'ensemble des travailleurs de l'entreprise même), en privilégiant l'homme non seulement dans sa dimension économique, qu'il soit consommateur ou opérateur, mais aussi dans sa dimension socio-environnementale, c'est-à-dire l'homme en tant que citoyen. Aussi le processus de prise de décision organisationnelle, défini par le critère d'efficacité, doit-il établir une stratégie sur la base de la participation (directe ou indirecte) des acteurs sociaux affectés par ces mêmes actions. L'on propose une participation avec engagement afin que les acteurs sociaux puissent identifier leurs problèmes et trouver eux-mêmes une solution. Assortir la participation d'un engagement signifie que l'acte de participation s'accompagne d'un sentiment de responsabilité pleine et entière dans la transformation de l'idéal souhaité (la vision) en action concrète.

- d. **L'espace local dans la construction de l'Économie Solidaire et de la durabilité.** L'espace local est le miroir des apports et contributions de la socio-économie à la

durabilité locale. Dans cet espace la durabilité des propositions est vérifiée dans sa globalité : du point de vue de l'environnement, de la culture, du social et de la création et de la redistribution de la richesse. L'ensemble des indicateurs destinés à déterminer les progrès (ou reculs) en matière d'autonomie, d'autogestion, de contrôle territorial et de qualité environnementale pourrait rendre apparente l'efficacité sociale des nouvelles constructions et expériences.

- e. **Les réponses institutionnelles de l'État** se traduisent par la mise en œuvre de plans, de programmes, de stratégies et d'institutions en faveur de la construction d'une autre économie et d'autres logiques de création de marchés et d'intégration, on citera entre autres le Sous-secrétariat de l'Économie Solidaire au Brésil ou le Ministère de l'Économie Populaire. Les réponses des institutions aux demandes de l'ÉS, en particulier la mise en place d'institutions publiques dotées de programmes et de stratégies de consolidation de l'ÉS, pourraient être intégrées dans des indicateurs permettant d'évaluer leur impact et tendances.
4. **Représentation et progrès de l'associationnisme dans la construction d'une autre économie.** Identifier les besoins ou les projets de la vie ou de l'action communautaire constitue une des fonctions clés de la socio-économie solidaire. Le Forum Social Mondial et les forums régionaux et nationaux sont en partie le reflet d'une mobilisation et d'une action politique unie qui, pour la construction d'une économie de la solidarité, suppose le renforcement de l'associationnisme et l'unité du mouvement. Les indicateurs peuvent se focaliser sur l'évolution et l'efficacité des expériences associatives telles que sont les coopératives, aux formes multiples, dans le secteur de la commercialisation, du logement, de la santé, de l'éducation et de la formation, de la finance solidaire et du microcrédit. Un intérêt tout particulier doit être accordé aux expériences associatives gravitant autour de la transformation et de la mobilisation sociale altermondialiste. Ces associations ne sont pas des moindres au regard de la nature et de l'objectif explicite qu'elles défendent : il n'est pas question de changer le système mais bien d'aboutir à une meilleure intégration dans les marchés nationaux et internationaux sans que cela n'ait d'autre finalité que le bien-être de chacun.
 5. **L'internationalisation de la socio-économie solidaire.** Le développement des initiatives extranationales pour confronter et valider l'ÉS vis-à-vis de l'économie mondialisée affiche un progrès considérable. L'on assiste également à une multiplication des expériences avec, entre autres, la création de réseaux de magasins de commerce équitable et de solidarité et l'émergence de la banque éthique et de la microfinance, de systèmes d'accréditation ou de certification internationales pour réglementer le commerce équitable. Toutes témoignent d'un progrès soutenu et d'un essor des structures visant à construire des économies alternatives dotées d'une plus grande durabilité socio-économique. Pourtant, les résultats et les indicateurs de ce progrès n'ont pas encore atteint un degré d'élaboration et de systématisation avancée et peuvent difficilement être considérés comme exprimant des tendances et encore moins mener à des projections. Et bien que différentes organisations fournissent des données sur l'expansion potentielle des produits du commerce équitable, ces données ne peuvent elles seules être assimilées à des indicateurs de durabilité de l'Économie Solidaire. De même, le volume des prêts qu'octroient les banques éthiques, en dehors de toute évaluation préalable de leurs effets sur le développement du bien-être communautaire et local des bénéficiaires, s'avère insuffisant.

Le commerce équitable dispose de données fiables sur ses transactions commerciales relatives, par exemple, au volume de café issu du commerce équitable et vendu au cours de ces dernières dizaines d'années. Dans certains domaines l'évolution s'avère difficile à mesurer en raison de la multiplicité des transactions et des échanges non monétaires caractéristiques de l'économie de subsistance au sein de laquelle opèrent les petits producteurs du commerce équitable. Le manque de données et de rigueur dans la classification des transactions empêche de mesurer les contributions monétaires et non monétaires de la socio-économie en matière de bien-être collectif et familial. Bien que les indicateurs consacrés à la banque éthique, au commerce équitable, au nombre de produits et d'organisations, aux magasins et aux réseaux attestent de l'activité et de la visibilité croissantes de ces efforts en faveur de l'économie et des marchés alternatifs, ils ne permettent pas d'évaluer la durabilité des propositions. C'est précisément là que se situent les défis majeurs puisque la visibilité des institutions et de leurs transactions rend leurs propositions valables et améliore ainsi la capacité de négociation des réseaux de l'ÉS.

Même si la liste des sujets abordés n'est nullement exhaustive, il est possible que le débat organisé à Dakar sur la construction d'une économie alternative aboutisse à des bénéfices complémentaires et nous offre une matrice analytique et une vision capable de faire progresser le développement d'indicateurs de durabilité. Il nous aidera probablement à guider nos actions et à consolider notre capacité analytique et propositionnelle.

Références bibliographiques

Alsina, Oriol (edit.). 2002. *La Banca Etica*. Barcelone : Icaria-Milenrama. Espagne. 281 pp.

Bertucci, Ademar de Andrade et Silva, RobertoMarinho Alves da. 2004. *20 Años de Economía Popular Solidaria: trayectoria de los PACs a la EPS*. Trad. Luis Hugo Vidal Serna. Brasília: Cáritas Brasileira. Brésil, 145 pp.

Van Bellen, Hans Michael. 2005. *Indicadores de Sustentabilidade. Uma Análise Comparativa*. RJ : FGV Editora. Brésil. 253 pp.

Guerra, Pablo A. 2002. *Socioeconomía de la Solidaridad*. Ecoteca 29. Montevideo : Norden Community. Uruguay. 238 pp.

Max-Neef, Manfred ; Elizalde, Antonio et Hopenhayn, Martín. 1986. *Desarrollo a Escala Humana. Una Opción para el Futuro*. Uppsala : CEPaur/Dag Hammarsköld Foundation. Suède. 94 pp.

Núñez Soto, Orlando. 1998. *La Economía Popular Asociativa e Autogestionaria*. Managua : IPRES. Nicaragua.

Sampaio, Carlos Alberto CIACE. 2005. *Socioeconomía de las organizaciones: una gestión que privilegia Otra Economía*. In : Taller de Acuerdo Productivo Local de Base Comunitaria. Valdivia : UACH-SERNATUR. Chili.

Singer, Paul. 2002. In : *Economía Solidaria no Brasil*. SP : Contexto. Brésil.

Yunus, Muhammad. 1999. *Hacia un Mundo sin Pobreza*. Santiago : Editorial Andres Bello. Chili. 333 pp.